



COMMUNIQUÉ

Réaction suite au reportage : « L'agression d'une prostituée par un policier genevois se règle en catimini »

Le 25.08.2023, à Genève

Diffusé le dimanche 20 août, un reportage de la TSR révèle que l'agression sexuelle subie il y a cinq ans par une travailleuse du sexe s'est réglée en catimini dans l'enceinte d'un Hôtel de police. La travailleuse du sexe dénonçait des faits d'agression de la part d'un client, dans une voiture dont elle a récupéré le numéro de plaque d'immatriculation et qui s'est avérée appartenir à un policier en congé. Une réunion - confrontation se serait conduite à huis clos au sein du vieil Hôtel de police, en principe fermé la nuit, en présence d'un commissaire et de l'IGS. Selon le reportage, aucune enquête n'a été ouverte, et le procureur de permanence n'a pas été saisi malgré les éléments sensibles de l'affaire.

Aspasie, l'association genevoise de soutien et d'accompagnement des travailleur.euse.s du sexe depuis plus de 40 ans, exprime sa vive préoccupation compte tenu de la gravité des faits dénoncés. A l'époque de l'affaire, Aspasia avait eu connaissance de cette agression en raison de ses actions de bas-seuil menées sur le Boulevard Helvétique où la victime travaillait et venait régulièrement à la rencontre de son association sœur Boulevards. Après avoir eu connaissance de l'agression et compte tenu des événements surprenants que la victime lui a rapporté, Aspasia avait alors tenté de questionner la BTPI sur l'affaire. mais n'a jamais pu confronter les différentes informations délivrées, faute de ne pouvoir contacter la victime qui avait depuis quitté la Suisse.

Depuis sa création, Aspasia constate de nombreux dysfonctionnements de la part de la police dans le cadre des agressions portées à sa connaissance et commises sur des travailleur.se.s du sexe. Certaines personnes nous rapportent que la police ne se déplace pas systématiquement lorsqu'elles sont agressées, les traitent parfois comme des criminelles, parfois en raison de leur situation irrégulière, lorsqu'elles les appellent après avoir subi une agression, qu'une traduction n'est pas toujours assurée et qu'elles peuvent se sentir dénigrées et stigmatisées lors de leurs dépôts de plainte.

Cette situation augmente le sentiment d'impunité de leurs agresseurs, aggrave l'insécurité des travailleur.se.s du sexe déjà surexposé.e.s aux violences, et les dissuade de déposer plainte par peur que leur parole soit déconsidérée et remise en question. L'association constate que beaucoup de TdS refusent d'appeler la police lorsqu'ils se font agressé.e.s, jugeant son intervention inutile voire violente, et ne déposent plainte que pour les agressions particulièrement graves.

Aspasia continue cependant de conseiller aux personnes de déposer plainte systématiquement, seul moyen pour elles d'espérer obtenir un jour réparation des agressions qu'elles subissent. Mais elle adapte son travail d'accompagnement et de soutien en cas de violences en fonction des constats énoncés ci-dessus, et en vient à déconseiller aux victimes de se rendre seules à leur dépôt de plainte.

L'affaire citée par la RTS est un élément de plus qui pousse Aspasia à dénoncer les faits susvisés, afin d'espérer que ces abus puissent cesser, que les droits fondamentaux des travailleur.se.s du sexe soient respectés, et qu'une relation de confiance puisse renaitre entre les personnes concernées par le travail du sexe et la police genevoise.

Nous soutenons l'ouverture d'une enquête pour que la lumière soit faite sur cette affaire, en toute transparence, et que les dysfonctionnements mentionnés dans le reportage, s'ils sont avérés, ne restent pas sans suite pour que des améliorations structurelles soient amenées afin de mieux protéger les victimes de violences à Genève.